

Marché public de fournitures courantes et de services
Marché public à procédure adaptée
Fourniture de mobilier pour la médiathèque La Récré
Attribution des offres

Le Maire de la Commune de Moulleron-le-Captif (Vendée)
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et son article L 2122-22 ;
Vu le Code de la Commande Publique et ses articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 ;
Vu la délibération n°2023-D50 du Conseil Municipal en date du 15 mai 2023 portant complément aux délégations consenties au Maire ;
Vu le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
Vu le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
Vu l'analyse des offres ;
Considérant que l'entreprise IDM a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse pour les lots n° 1, 2 et 4 ;
Considérant que l'entreprise B COMME DESIGN a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n° 3 ;

DECIDE

Article 1^{er} : Un marché public est conclu avec l'entreprise IDM pour le lot n°1 - Mobilier de bibliothèque pour adultes, adolescents et signalétique. L'offre retenue pour le lot n°1 s'élève à 52 893,59 € HT.

Article 2 : Un marché public est conclu avec l'entreprise IDM pour le lot n°2 - Mobilier de bibliothèque pour enfants. L'offre retenue pour le lot n°2 s'élève à 23 566,01€ HT.

Article 3 : Un marché public est conclu avec l'entreprise B COMME DESIGN pour le lot n°3 - Mobilier de bureau, tables et chaises. L'offre retenue pour le lot n°3 s'élève à 11 300,09€ HT.

Article 4 : Un marché public est conclu avec l'entreprise IDM pour le lot n°4 - Mobilier de confort. L'offre retenue pour le lot n°4 s'élève à 21 539,90 € HT.

Article 5 : Madame La Directrice Générale des Services de la commune de Moulleron-le-Captif et Monsieur le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision. Elle sera publiée dans les formes habituelles.

Article 6 : Conformément à l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil Municipal.

Article 7 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Moulleron le Captif le 3/12/2025



Le Maire,
Jacky GODARD